



Gaza, jour 864 : Israël tue 14 Palestiniens pendant que Trump annonce 5 milliards de dons de son "Conseil de la paix"•

Description

Point sur la situation à Gaza, où Israël procède de bombardements réguliers, entrave l'aide humanitaire et étend illégalement sa zone de contrôle.

Par l'Agence Média Palestine, le 17 février 2026



Alors que Donald Trump annonçait fièrement dimanche 15 février sur sa plateforme Truthsocial que la première réunion de son « Conseil de paix » aurait lieu jeudi prochain et investirait 5 milliards de dollars dans la reconstruction de Gaza, la « paix » reste introuvable pour les habitant-es de l'enclave palestinienne.

Le même jour, les forces israéliennes ont assassiné au moins 11 Palestiniens lors d'attaques menées dans toute la bande de Gaza, notamment dans un camp de réfugiés à Jabalia ainsi qu'à Khan Younis.

Sur *Al Jazeera*, le porte-parole du Hamas Hazem Qassem a qualifié ces agressions de « tentative claire d'imposer une réalité sanglante sur le terrain et d'envoyer le message que tous les efforts et les organismes concernés par l'établissement du calme à Gaza sont inutiles, et que l'occupation poursuit son agression malgré le fait que toutes les parties parlent de la nécessité de respecter l'accord de cessez-le-feu ».

Meurtres et saisies illégales

Le lendemain, trois Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lors de frappes aériennes israéliennes sur la ville de Gaza et Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, rapporte l'agence palestinienne *Wafa*.

Ce matin, un enfant palestinien a été tué par une frappe d'un Israélien à Jabalia, au nord de la ville de Gaza. Il s'appelait Youssef Rasem Asaliya et avait 12 ans.

Depuis la signature du cessez-le-feu à Gaza en octobre, les forces israéliennes ont commis plus de 1 600 violations, tuant 601 Palestiniens. Une partie de ces meurtres ont eu lieu le long de la ligne jaune, qui empêche les Palestiniens d'accéder à de vastes étendues de terre au nord, au sud et à l'est, sous contrôle israélien selon l'accord Trump entré en vigueur en octobre dernier.

Cependant, de nombreux témoignages rapportent que des personnes sont tuées du côté palestinien de la ligne, lorsque l'armée considère qu'elles menacent les soldats, sans apporter la moindre preuve. Souvent, il s'agit simplement de personnes résidant près de cette frontière, qui inspectent les gravats de leurs habitations détruites.

Par ailleurs, cette ligne jaune est sans cesse avancée par les soldats israéliens, au mépris de l'accord, engloutissant des quartiers entiers et repoussant sans cesse les Palestiniens de Gaza sur un territoire de plus en plus étroit.

Cette semaine encore, l'agence de presse palestinienne *Wafa* rapporte que les bulldozers israéliens ont continué à démolir des maisons dans la ville de Gaza, tandis que des tirs d'artillerie visaient le quartier d'al-Tuffah, à l'est de la ville.

L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme considère que l'utilisation de la frontière par Israël « équivaut à une saisie illégale et un pillage systématique des ressources du territoire occupé, en violation du droit international ».

Obstruction de l'aide humanitaire

Ce matin, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a rappelé lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York qu'Israël continuait à entraver les opérations d'aide humanitaire dans la bande de Gaza, malgré l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis octobre dernier.

Nos collègues du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont signalé que les opérations humanitaires à Gaza continuaient à se heurter à des obstacles majeurs, déclare Stéphane Dujarric. Il détaille que sur les quelque 50 initiatives d'aide coordonnées

entre le 6 et le 11 février, les autorités israéliennes n'ont autorisé que la moitié d'entre elles à entrer à Gaza.

En effet, malgré ses engagements et la réouverture partielle du poste-frontière de Rafah, Israël continue d'entraver gravement l'entrée d'aide humanitaire, alors que la population de Gaza fait face à une situation sanitaire catastrophique après 28 mois de campagne génocidaire israélienne.

Hier, l'organisation Médecins Sans Frontières (MSF) annonce avoir été en mesure de livrer aucune aide ni aucun approvisionnement humanitaire à la bande de Gaza depuis le début de l'année en raison des restrictions imposées par Israël.

Dans un communiqué de presse, le secrétaire général de MSF Christopher Lockerbie rappelle les besoins humanitaires énormes et l'urgence d'une augmentation significative de l'aide humanitaire, fustigeant les récentes décisions israéliennes qui viennent au contraire la réduire.

Christopher Lockerbie souligne l'augmentation des maladies infectieuses aggravée par les conditions hivernales et la précarité du logement à Gaza, alors que plus de 18 000 personnes, dont 4 000 enfants, attendent une évacuation médicale.

Il rappelle par ailleurs que malgré l'accord de cessez-le-feu, des personnes continuent d'être tuées à Gaza, alors que l'objectif de l'accord était d'apporter davantage d'aide humanitaire.

date créée

2026/02/17